



www.fnte.cgt.fr



Mobilisons-nous le 26 janvier, Exigeons des réponses à nos revendications !!!

La négociation salariale revendiquée depuis des années par la **CGT** devrait, enfin, voir le jour dans les prochains mois.

Toutefois, elle ne se présente pas dans de bonnes conditions au vu des cadeaux fiscaux fait au MEDEF et à l'état d'urgence décrété par le président de la République.

En effet, l'austérité dictée par les gouvernements successifs est subie de plein fouet par celles et ceux qui créent les richesses dans ce pays. Dans le même temps le gouvernement veut faire voter 2 lois qui prévoient entre autre 33 Mds d'€ d'allègements de cotisations et de prélèvements aux entreprises.

Une fois de plus, en faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016, avec quasiment aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, le gouvernement annonce la couleur: la politique d'austérité continue.

Ce gouvernement qui prétendait avoir la "Finance comme ennemi" doit cesser de servir un patronat constamment en embuscade, pour n'enrichir que les actionnaires toujours avides de dividendes !!!

Pour la **CGT**, il est hors de question que cette négociation salariale voit le jour sous l'angle de l'austérité et du recul social. Les enjeux actuels et la misère dans laquelle plonge notre pays, sont dus à cette politique libérale qui n'a que trop duré.

Pour rappel, le blocage des bordereaux trimestriels est lié au gel du point d'indice. En 2010, c'est par solidarité négative que ce blocage est intervenu. Nous avons toutes les raisons d'agir ensemble le 26 janvier et ce quel que soit notre statut.

**Fédération nationale
des travailleurs de
l'État**

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr



La CGT ne pourra être entendue sans une mobilisation "massive" de tous, actifs et retraités.

C'est pourquoi, le Comité Exécutif Fédéral, réuni les 14 et 15 janvier 2016 à Montreuil, appelle d'ores et déjà à faire de la journée du 26 janvier 2016, un temps fort de mobilisation, par la grève et les manifestations pour :

- Une véritable politique salariale collective construite sur des augmentations significatives, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années,

- Le dégel du point d'indice des fonctionnaires, du bordereau de salaire des ouvriers de l'état et la revalorisation des pensions au 1er janvier ainsi que le paiement immédiat des sommes dues,

- Des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat et la fin des abattements de zones,

- Le développement de l'emploi statutaire et la résorption de l'emploi précaire,

- L'abandon du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire,

- La défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale passant par l'arrêt des restructurations,

- La ré-internalisation de nos plans de charges.

D'autres choix sont possibles et les moyens existent à condition que le Chef de l'Etat prenne la main et fasse le choix du progrès social et non celui de la « finance ». L'état d'urgence sociale est là !!!

**Tous en grève et dans les manifestations
le 26 janvier,
pour le progrès social dans une société
solidaire et unie !!!**

**Fédération nationale
des travailleurs de
l'État**

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr

Montreuil, le 15 janvier 2016